

Turquie : Guerre contre le terrorisme ou guerre contre les forces démocratiques ?

Depuis l'attentat de Suruç le 20 juillet dernier, l'État turc mène des opérations d'envergure « contre le terrorisme ». Cependant si l'attentat a été attribué à Daech, l'essentiel des opérations vise le mouvement ouvrier et populaire turc et kurde, ainsi que le Rojava (en Syrie) défendu par les YPG/YPJ, forces combattantes kurdes.

Ainsi nous avons appris la fouille des locaux du syndicat Eğitim Sen à Ankara, le syndicat étant accusé d'avoir abrité des "blessés" de Kobané. Les chiffres qui nous arrivent sont effarants plus de 1000 personnes auraient été mises en garde à vue entre le 21 et le 28 juillet et quelques dizaines déjà emprisonnées. Parmi elles, un grand nombre de syndicalistes. Les opérations de répression ne semblent pas s'arrêter. Toutes ces personnes sont assimilées au PKK, parti kurde qui est sur la liste des organisations terroristes en Turquie comme dans l'Union européenne. L'interdiction de ce parti permet ainsi de faire emprisonner tous ceux et toutes celles qui de près ou de loin revendiquent une autre politique que celle menée depuis plus de dix ans par l'AKP, parti au pouvoir en Turquie.

Le recours par l'État turc à des méthodes de répression qui rappellent les années 1990 (villages brûlés, incendies provoqués, massacres de civils, arrestations, emprisonnements, assassinats ciblés de civils dans la rue ou lors des opérations d'arrestation) présage de mauvais jours pour les Kurdes, les forces progressistes et de lutte ainsi que pour les travailleur-e-s qui auront d'autant plus de mal à lutter pour leurs droits dans un contexte de guerre où quiconque revendique est assimilé à un terroriste.

Les arrestations, les interdictions d'organisations (comme celle en vue du HDP, parti progressiste en Turquie) ou les bombardements qui touchent la partie kurde du pays sont les signes d'une guerre intérieure. C'est le processus de paix et de négociation entre l'État turc et le PKK qui est ainsi remis en cause. Par ailleurs, la Turquie a aussi lancé des opérations militaires en Syrie et en Irak toujours contre les combattant-e-s assimilé-e-s au PKK. La Turquie veut aussi mettre un terme à l'autonomie des trois cantons du Rojava Syrien. Elle souhaite y imposer une « zone tampon » en écrasant les milices YPG/YPJ. Celles-ci dénoncent depuis l'attentat, le survol du Rojava par les avions turcs, ainsi que des tirs d'armes de gros calibre sur des villages de zones qu'elles défendent. La guerre que mène l'État turc est donc une guerre contre les forces opposées à Daech et le combattant militairement.

L'Union Syndicale Solidaire condamne la répression de l'état turc qui se sert du prétexte de l'attentat et du qualificatif de "terroriste" pour s'en prendre aux forces d'opposition démocratiques et progressistes, dont les forces syndicales qui luttent pour l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs et travailleuses de Turquie. Elle regrette également que les médias français relayent massivement la propagande gouvernementale turque et française en se félicitant que la Turquie entre enfin en guerre contre Daech, alors que la répression et les attaques militaires turcs ne ciblent que marginalement cette organisation. Elle rejoindra les actions en soutien aux forces progressistes en Turquie qui auront lieu en France.

**144 Bd de la
Villette
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

